

La chevauchée fantastique du « soldat du peuple »

En République démocratique du Congo, Martin Fayulu, candidat anti-système adoubé par l'opposition, fait un tabac partout où il passe. Il se profile comme le favori de cette campagne présidentielle qui tourne de plus en plus à l'aigre pour le clan Kabila.

Le 11 novembre dernier à Genève, à l'issue d'un vote compliqué auquel participaient les sept témoins de l'opposition - Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba, Adolphe Muzito, Freddy Matungulu, Vital Kamerhe, Felix Tshisekedi et Martin Fayulu -, c'est le nom de ce dernier qui sortit du « chapeau » du facilitateur Alan Doss. La surprise fut égale au suspense qui avait marqué le choix du « candidat unique » de l'opposition congolaise chargé, dans ce scrutin à un tour, de faire pièce au « dauphin » de Kabila, Ramazani Shadary.

« *Fayulu, mais il n'est connu que dans la Funa* » (centre de Kinshasa) « *son parti, Ecide, ne dispose que d'un siège à l'Assemblée* », nous déclarait alors un proche du pouvoir. Bref, un nain politique, bien incapable de se mesurer aux gros bras de la majorité présidentielle, tous sommés, avec ou sans états d'âme, de se mettre au service du successeur désigné. Peu après, les pronostics baissaient encore, lorsque Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe, après avoir écouté une « base » soudain bien prompte à réagir, invalidaient la parole donnée, et annonçaient leur intention de faire campagne ensemble dans une « Coalition pour le changement » curieusement appelée « Cach ».

Revirements

Martin Fayulu apparaissait alors bien fragile, même si sa coalition, Lamuka - « L'éveil » en swahili et en lingala -, bénéficiait du soutien politique et peut-être des financements de deux poids lourds empêchés de se présenter, Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba. Ces derniers, en échange de leur soutien, avaient obtenu une promesse de taille : Fayulu s'était engagé, s'il était élu, à se retirer après deux ans pour organiser de nouvelles élections, plus transparentes et plus inclusives, c'est-à-dire prévoyant le retour de ses deux alliés. Se lançant dans la bataille, Fayulu avait aussi incité les électeurs à récuser la machine à voter et à se prononcer sur des bulletins papier, au risque de voir ces votes manuels être automatiquement invalidés.

Le déroulement surprenant de la campagne a déjà frappé de péremption

certaines promesses : alors que son lieutenant Kamitatu avait invité la population à attaquer sinon détruire les machines sud-coréennes, Fayulu a fini par les accepter, invitant la population à voter en masse. Ses contempteurs notent que l'homme n'hésite pas à changer d'avis lorsqu'il le faut : en 2011, ayant promis de donner sa voix à Adam Bombolo pour le poste de gouverneur de Kinshasa, il vota finalement pour André Kimbuta. Et si, aujourd'hui, Fayulu se retrouve en compétition avec Félix Tshisekedi, auquel il avait promis sa voix à Genève, il passait naguère pour un ami intime de la famille du défunt chef de l'UDPS - Union pour la démocratie et le progrès social. Manifestement, la population ne s'est pas souciée de ces revirements, et les critiques de la majorité présidentielle, présentant Fayulu comme le favori des Occidentaux, n'ont pas ébranlé la ferveur des foules. Originaire du Bandundu, très populaire à Kinshasa, Fayulu n'a pas hésité à mener campagne loin de ses « zones de confort », la capitale et l'ouest du pays.

Ferveur et répression

Depuis le début, il a fait mentir la croyance selon laquelle les Congolais seraient des « tribalistes », incapables de se mobiliser pour un candidat qui ne serait pas originaire de leur région. C'est ainsi que dans l'Est swahiliphone, dans les zones difficiles de Beni et de Butembo, le candidat de Lamuka a drainé des foules compactes, enthousiastes. Face à cette popularité inattendue, le pouvoir n'a pas tardé à mettre en œuvre des stratégies de dissuasion, qui n'ont fait que renforcer l'aura de celui que l'on appelle déjà le « soldat du peuple ». Alors que Tshisekedi et Kamerhe parcouraient le pays sans être autrement inquiétés (sauf à Mbuji Mayi où un garçon de 17 ans fut abattu par la police...) et drainaient des foules paisibles dans leurs fiefs respectifs, le Kasai et le Sud-Kivu, Fayulu, sur des terres inconnues, a rencontré à la fois la ferveur populaire et la répression, la seconde alimentant d'ailleurs la première.

C'est ainsi que le 11 décembre à Lu-

bumbashi, fief de Moïse Katumbi, des Jeep de la police ont tenté de disperser des rassemblements du candidat de Lamuka, utilisant des gaz lacrymogènes et faisant cinq morts, abattus par des tirs à balles réelles. A Kindu, capitale du Maniéma, où Emmanuel Shadary Ramazani fut gouverneur, des hélicoptères placés sur le tarmac tentèrent d'empêcher l'atterrissage du désormais dangereux rival... Des membres de groupes de jeunes associés au pouvoir reconnurent qu'ils avaient reçu 50 dollars pour provoquer la violence durant les meetings de Fayulu, ce qui aurait permis d'invalidier la candidature de ce dernier.

Même avant le grand meeting que le « soldat du peuple » doit tenir à Kinshasa et quel que soit le résultat final des élections, l'engouement populaire pour Fayulu représente déjà l'élément principal de cette campagne hors du commun, où le président sortant ne se représente pas tout en mettant ses forces, dont la verve de son épouse Olive et certains moyens de l'Etat, à la disposition de son successeur présumé.

Symbole du changement

Universitaire (maîtrise en économie à Paris, MBA à San Francisco) ayant fait carrière au sein du groupe Exxon Mobil - qui lui confia des responsabilités à Paris, aux Etats-Unis mais aussi en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, au Nigeria et au Kenya -, Fayulu fut aussi membre, en 1990, de l'Union sacrée de l'opposition et il participa à la Conférence nationale souveraine. Au contraire de son rival Kamerhe ou de son sponsor Katumbi, il se montra constant dans l'opposition, coordonnant les Forces acquises au changement. Depuis longtemps, ce député de Kinshasa, âgé de 62 ans, vivant des revenus de son hôtel et marié à une Camerounaise, est connu pour « mouiller sa chemise » et se joindre

aux jeunes manifestants s'opposant au troisième mandat de Kabila. Il y a des années que Martin Fayulu est familier de l'Eglise catholique et des activistes de base, qu'il soutient le combat du Docteur Mukwege, rencontre les animateurs des mouvements citoyens Lucha

et Filimbi, fréquente quelques ambassades occidentales. Même s'il peut changer de position sur des points tactiques (la machine à voter...), sa constance à défendre certaines valeurs explique le succès de sa campagne.

Mais surtout, au-delà de ses idées peu révolutionnaires (d'aucuns le soup-

çonnet de vouloir revenir en arrière sur le Code minier) ou de ses promesses peu tenables (se retirer d'ici deux ans s'il est élu...), Fayulu a réussi sa campagne grâce à ce qu'il n'est pas : nul ne peut le soupçonner de la moindre complaisance à l'égard du système Kabila, il ne traîne ni casseroles ni accords secrets

avec le pouvoir. C'est cette radicalité même qui a séduit les foules impatientes de découvrir un homme politique bataillant pour des valeurs et incarnant l'anti-système. Bref, symbolisant le changement. ■

COLETTE BRAECKMAN

l'expert « Le pouvoir autoritaire de Léopold II a marqué les esprits »

Le Congo réussira-t-il une alternance démocratique dans la douceur ? Depuis l'indépendance en 1960, l'élection du président a toujours été le seul mode d'accès au pouvoir. « Dans les faits, c'est le recours à la force qui s'est imposé, constate Martin Mulumba, avocat, docteur en droit public et spécialiste du droit constitutionnel congolais. En dépit de la constance d'une démocratie virtuelle et textuelle, le pouvoir politique s'est toujours construit et ne s'est exercé qu'à l'unique profit du président de la République. »

Martin Mulumba a consacré sa thèse doctorale – défendue la semaine dernière à la Sorbonne – à la conception de la fonction présidentielle en RDC. Vu l'actualité,

il a reçu l'autorisation de la publier. D'après ses recherches, la fonction présidentielle congolaise est un héritage du passé inspiré de la sacralité traditionnelle de la chefferie mais aussi de... Léopold II.

« Il y a d'abord l'héritage d'une conception patrimoniale du pouvoir dont l'exercice est fondé sur une double forme de sacralisation. D'un côté, le respect du pouvoir du chef est assuré par les croyances ancestrales. Et d'un autre, le chef traditionnel est un personnage prédestiné à diriger les autres. Le concept d'alternance est d'autant moins concevable qu'il faut appartenir à la famille du chef pour prétendre au pouvoir », dit Martin Mulumba.

« Succédant à un roi, le premier président

a pu confondre son mandat avec un règne »

La seconde explication est liée au comportement de Léopold II qui a fait du Congo son domaine personnel après la Conférence de Berlin de 1885. « Son exercice autoritaire du pouvoir a marqué les esprits, notamment ceux des hommes politiques qui ont chaussé les bottes du Roi dont la contribution post mortem à la construction de la fonction présidentielle telle qu'elle a été mise en œuvre depuis l'indépendance : un pouvoir détourné par le président qui utilise l'État comme son patrimoine personnel », analyse Martin Mulumba.

L'étude démontre que l'accès démocratique au pouvoir est perverti par l'usage de la force. « Excepté Kasa-Vubu, c'est une

constante, poursuit Martin Mulumba. Les principaux développements sont le coup d'État de Mobutu, la prise de pouvoir par les armes de Laurent-Désiré Kabila, puis, sous un couvert quasi dynastique, celle de son fils, Joseph. »

La principale conséquence est le refus par les présidents successeurs de toute alternance. « Succédant à un roi, le premier président a pu confondre son mandat avec un règne. Ses trois successeurs également, le dernier de surcroît succédant à son père hors élections dans une république », précise Martin Mulumba. Tout ceci permet de comprendre l'extravagance des prérogatives que les présidents du Congo, à l'instar de Léopold II, se sont attribuées. ■

PHILIPPE DE BOECK